

REPUBLIQUE ISLAMIQUE DE MAURITANIE

Honneur – Fraternité – Justice

Ministère des Finances

Direction du Trésor et de la Comptabilité Publique



**RAPPORT TRIMESTRIEL
SUR LES OPERATIONS FINANCIERES DE L'ETAT**

SECOND TRIMESTRE 2006

Le 1^{er} octobre 2006

SOMMAIRE

| | |
|---|----|
| INTRODUCTION | 3 |
| 1. Recettes..... | 3 |
| 1.1. Recettes fiscales..... | 5 |
| 1.1.1. Ecart entre Recettes fiscales prévues et perçues | 5 |
| 1.1.2. La répartition des performances par nature | 7 |
| 1.2. Recettes non fiscales & dons | 10 |
| 2. Dépenses..... | 13 |
| 2.1. Dépenses de fonctionnement | 14 |
| 2.2. Dépenses d'investissement..... | 16 |
| 3. Solde | 17 |
| 4. Financement | 20 |
| 4.1. Financement intérieur | 20 |
| 4.2. Financement extérieur | 21 |
| 5. Classification fonctionnelle | 22 |
| 5.1. Classification générale..... | 22 |
| 5.2. Dépenses de lutte contre la pauvreté..... | 23 |

Graphiques :

| | |
|--|----|
| Graphique 1: Recettes totales (pétrole et dons compris)..... | 4 |
| Graphique 2: Ecart entre les recettes fiscales prévues et réalisées..... | 6 |
| Graphique 3: Performances détaillées des recettes fiscales..... | 8 |
| Graphique 4: Evolution des recettes fiscales pour le Second Trimestre 2006 | 9 |
| Graphique 5: Performances détaillées des recettes non fiscales & dons..... | 11 |
| Graphique 6: Performances globales des recettes non fiscales..... | 12 |
| Graphique 7: Evolutions des recettes non fiscales pour le second trimestre 2006..... | 13 |
| Graphique 8 : Evolutions des dépenses et prêts nets du second trimestre 2006 | 14 |
| Graphique 9: Performances des dépenses de fonctionnement | 15 |
| Graphique 10: Evolution des dépenses de fonctionnement au second trimestre | 16 |
| Graphique 11: Evolution des dépenses de fonctionnement au second trimestre | 17 |
| Graphique 12: Comportement des soldes..... | 18 |
| Graphique 13 : Evolution mensuelle du solde en pourcentage du PIB..... | 19 |
| Graphique 14 : Evolution mensuelle du solde | 19 |
| Graphique 15 : Comportement du financement intérieur | 21 |
| Graphique 16 : Comportement du financement extérieur | 22 |
| Graphique 17 : Résultats pour les principales fonctions..... | 23 |
| Graphique 18 : Exécution des dépenses de lutte contre la pauvreté..... | 24 |

Annexes :

| | |
|---|----|
| Annexe 1 : Tableau des opérations financières de l'Etat (TOFE) (haut de la ligne) ... | 25 |
| Annexe 2 : Compte pétrolier et bas de la ligne du TOFE..... | 26 |
| Annexe 3 : Présentation en pourcentage du PIB estimé (mai 06) | 27 |
| Annexe 4 : Performance du Premier semestre 2006 | 28 |
| Annexe 5 : TOFE premier semestre (compte pétrolier et bas de la ligne)..... | 29 |

INTRODUCTION

Le Fonds Monétaire International et la Banque Mondiale ont engagé l'Initiative d'allègement de la dette multilatérale (IADM) en 2005, dont l'objectif est d'annuler la totalité de la dette des pays ayant atteint le point d'achèvement de l'Initiative PPTE¹ envers trois institutions multilatérales (FMI, Banque Mondiale et Banque Africaine de Développement). La Mauritanie s'est qualifiée fin 2005 au titre de cette initiative, à condition de suivre certaines mesures correctrices durant les six premiers mois de 2006. A la fin du mois de juin, le FMI et les autres institutions multilatérales ont jugé que la Mauritanie satisfait aux exigences d'admissibilité à l'IADM, et peut enfin bénéficier de l'annulation irrévocable et immédiate du stock de sa dette.

Les performances de la Mauritanie ont été évaluées à travers un Programme de suivi par les services du Fonds Monétaire International (SMP), mis en place du 1^{er} janvier au 30 juin 2006. Dans ce cadre, le Gouvernement Mauritanien s'est engagé, entre autres, à produire un tableau mensuel des opérations financières, extrait de la balance du Trésor ; et à élaborer un rapport trimestriel des opérations financières de l'Etat. Les annexes 4 et 5 présentent un résumé des bonnes performances réalisées au premier semestre dans le cadre du SMP, puisque les recettes dépassent largement les prévisions, et il y a eu une meilleure maîtrise des dépenses. Ce résultat satisfaisant du SMP ouvre la voie à un programme de facilité pour la croissance et la lutte contre la pauvreté, qui serait en cours de négociation.

Ce rapport trimestriel est une synthèse de l'exécution budgétaire du mois d'avril au mois de juin 2006, représentant ainsi le deuxième rapport réalisé dans le cadre du programme suivi par le FMI. Il décrit l'évolution des grandeurs budgétaires d'un mois à l'autre et mesure les performances par rapport aux critères du programme SMP. Ce rapport, comme le précédent, met l'accent sur l'analyse des recettes fiscales et pétrolières. Il accorde aussi une place spécifique aux dépenses de l'Etat, qui sont ainsi analysées tout d'abord selon la classification standard (économique), et ensuite selon une nomenclature fonctionnelle. Cette dernière permet d'identifier des fonctions spécifiques permettant d'isoler les dépenses orientées vers la lutte contre la pauvreté, et ainsi les quantifier. Le rapport s'intéresse aussi au volume et à la structure du financement de l'Etat, et compare le volume de financement par source aux plafonds fixés par le programme.

1. Recettes

Les recettes totales de l'Etat au second trimestre 2006 s'élèvent à 92,6² milliards UM, dont 38,4³ milliards UM de recettes pétrolières. Le montant total des recettes excède très largement les prévisions du programme suivi par les services du FMI, qui se situaient à 57,2 milliards UM, soit un dépassement de 68%. Cette situation se

¹ Pays Pauvres Très Endettés.

² Recettes totales et dons, y compris les recettes pétrolières.

³ C'est aussi le total des recettes pétrolières du premier semestre 2006 (cf Annexe 5).

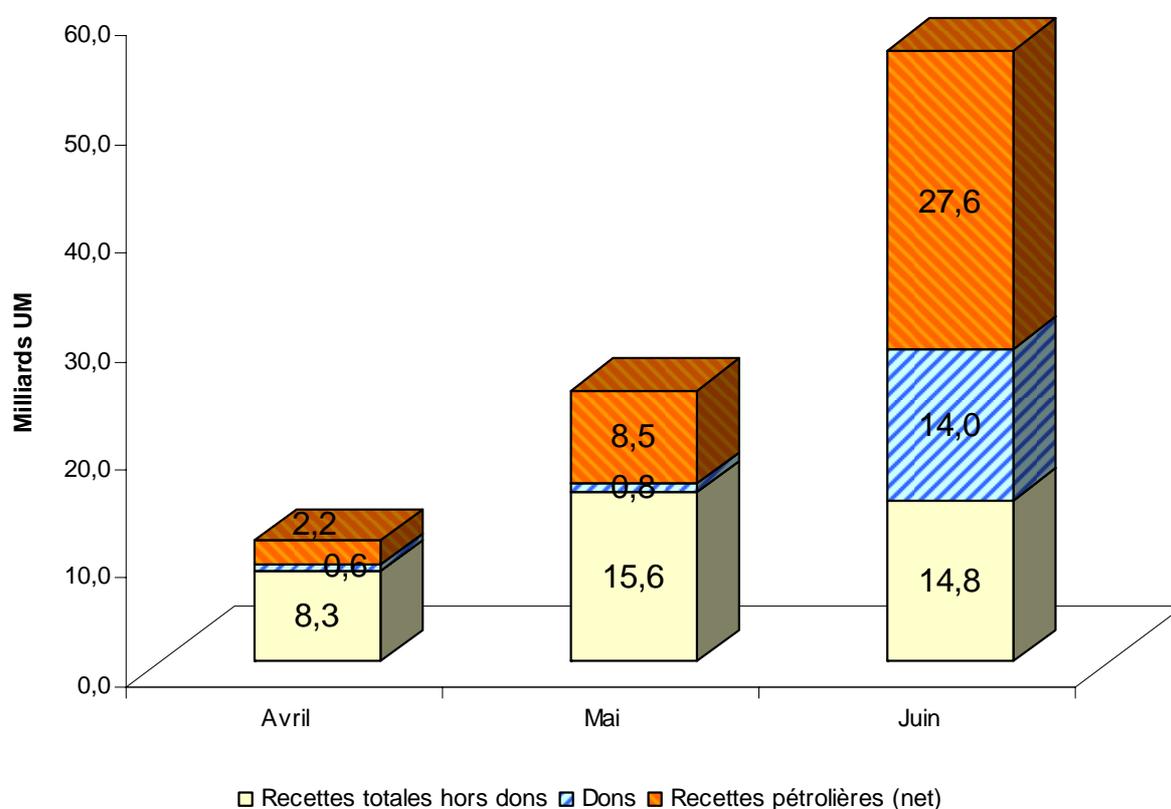
répercute sur tout le semestre avec des recettes s'élevant à 122,9 milliards UM, pour une prévision de 82,1 milliards UM (cf. Annexe 4).

Ce trimestre se caractérise par une évolution mensuelle rapide des recettes budgétaires, puisque celles-ci doublent d'un mois à l'autre. Durant le seul mois de juin, elles dépassent les 50% du montant total du trimestre, et ce grâce en particulier aux recettes pétrolières.

Le gouvernement mauritanien a finalisé durant le second trimestre la mise en place du Comité Nationale pour le Suivi des Revenus des Hydrocarbures (CNSRH). Ce dernier est chargé de : (i) produire un rapport mensuel sur la production, l'exportation, la vente et les recettes du pétrole, (ii) prévoir les différents paramètres liés au pétrole mauritanien, (iii) réfléchir sur un régime fiscal adapté aux recettes des hydrocarbures. Dès le 14 juin, l'Etat mauritanien a ouvert un compte offshore à la Banque de France destiné aux revenus pétroliers, afin de mieux suivre et gérer les ressources générées.

Le mois de juin a enregistré une hausse particulière des recettes du compte pétrolier, s'élevant à 26,7 milliards UM, correspondant aux 100 millions \$ versés par Woodside comme bonus exceptionnel accordé dans le cadre de la révision du contrat de partage.

Graphique 1: Recettes totales (pétrole et dons compris)



Bien que la répartition des recettes de l'Etat soit inégale durant le trimestre, on peut néanmoins en déduire une moyenne mensuelle de l'ordre de 26 milliards UM. Le graphique-1 met en évidence les inégalités citées précédemment, et fait ressortir les fortes évolutions de deux postes en particulier (surtout en juin) et qui sont les dons et les recettes pétrolières.

Cette importante évolution des dons est due essentiellement à l'annulation de la dette multilatérale de la Mauritanie (IRDM, FMI) s'élevant à 12,97 milliards UM.

1.1. Recettes fiscales

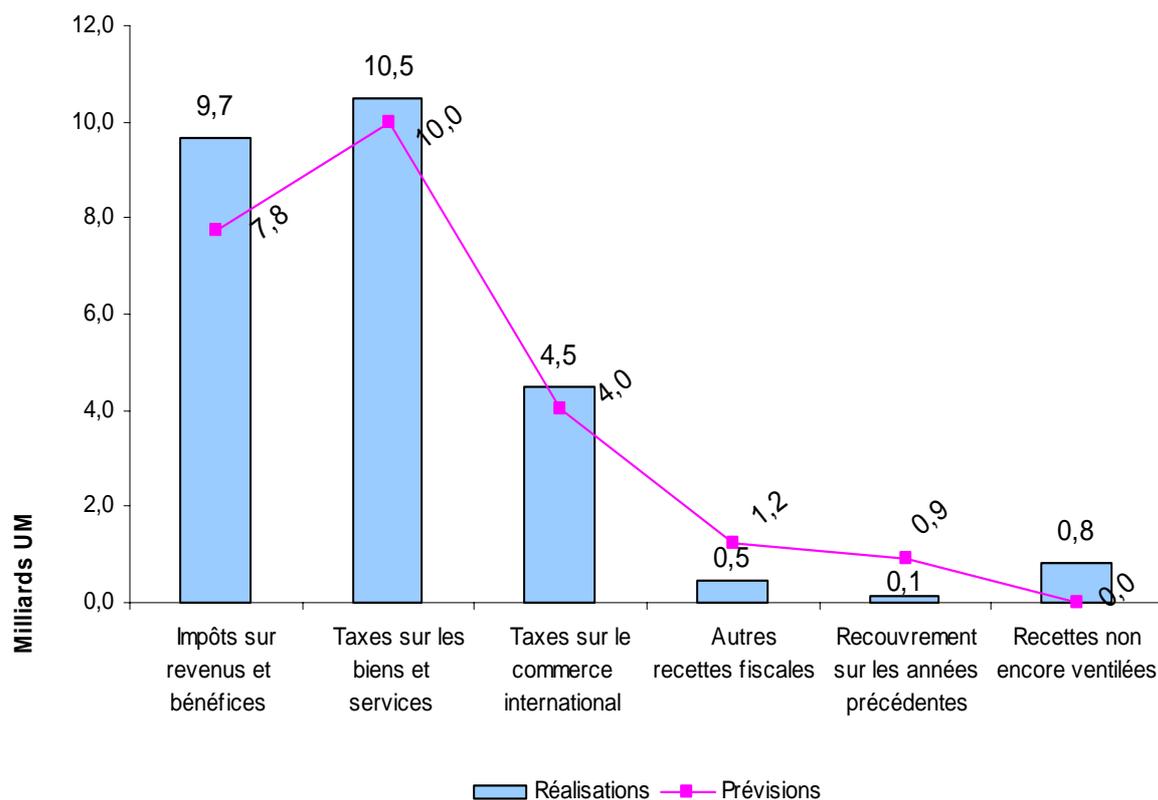
Le total des recettes fiscales du second trimestre s'élève à 26 milliards UM, alors que les prévisions trimestrielles du programme se situaient à 23 milliards UM, soit un excédent de 3 milliards UM. Ce dépassement est de 5,6 milliards pour le semestre entier, avec des réalisations de 46,6 milliards UM pour des prévisions de 41 milliards UM.

Conformément à la tendance générale de hausse mensuelle, les recettes fiscales augmentent régulièrement tout au long du trimestre, avec une courbe croissante moins marquée que celles des recettes totales.

1.1.1. Ecart entre Recettes fiscales prévues et perçues

Le renforcement du suivi des recettes fiscales a permis d'augmenter sensiblement l'effort de recouvrement sans pour autant que cela ne se traduise par des avances sur les recettes des mois suivants.

Graphique 2: Ecart entre les recettes fiscales prévues et réalisées



L'évaluation des performances des différentes rubriques des recettes fiscales montre qu'elles ont majoritairement dépassé les prévisions du programme suivi par le FMI (graphique 2). En effet, trois des postes les plus importants ont largement satisfaits les seuils prédéfinis, il s'agit notamment des « impôts sur les revenus et les bénéfices », des « taxes sur les biens et services » et des « taxes sur le commerce international ». Ces bonnes performances sont le résultat, comme au premier trimestre, de diverses améliorations au niveau de :

- Monitoring rapproché (plan de trésorerie hebdomadaire, concertation régulière entre les directions, etc.),
- Effort soutenu des directions générales des douanes et des impôts,
- Allègement des procédures administratives.

Il y a néanmoins deux postes qui se situent largement en dessous de leurs prévisions, ce sont les « autres recettes fiscales » et le « recouvrement sur les années précédentes ».

La loi de finance initiale 2006 a prévu pour le poste « recouvrement sur les années précédentes » un montant total de 8,6 milliards UM, à précompter sur les 22 milliards d'arriérés. Au premier trimestre, ce poste est resté nul, et ce n'est qu'au second trimestre qu'un mouvement de 3,5 milliards UM a été constaté.

L'Etat dispose d'une dette fiscale de 1,5⁴ milliards UM sur la SONIMEX, et suite à une Convention⁵ relative au redressement de cette société (dont l'Etat détient 55% du

⁴ Le montant exact est de 1.532.104.762 UM.

capital), le Ministère des Finances s'est engagé à transformer ces arriérés d'impôts en augmentation de capital. La Convention stipule aussi que les engagements bancaires de la SONIMEX, s'élevant à 2,1⁶ milliards UM, seront pris en charge par l'Etat. De son côté, la Direction du Budget et des Comptes s'est engagé à mettre à la disposition de la SONIMEX dès le 1^{er} Avril 2006 tous ses montant en cours de payement, afin de rembourser les autres dettes et financer les opérations de redressement interne.

Les données du TOFE du second trimestre, font ressortir un total de -3,51 milliards UM en « dettes croisées et autres engagements de l'Etat », et le détail comptable montre que ce dernier a payé à nos jours un total de 2,17⁷ milliards UM à la SONIMEX (remboursement des dettes bancaires).

Lors de l'élaboration des prochains TOFE, il faudra accorder un traitement spécifique aux 1,5 milliards UM de dettes fiscales de la SONIMEX. En effet, lorsque la Direction du Budget les aurait ordonnancé, ils devront figurer dans les « recouvrements sur les années précédentes » en recettes, et dans les « restructurations et prêts nets » en dépenses (puisqu'ils sont transformés en augmentation de capital), devenant ainsi neutre sur le solde.

1.1.2. La répartition des performances par nature

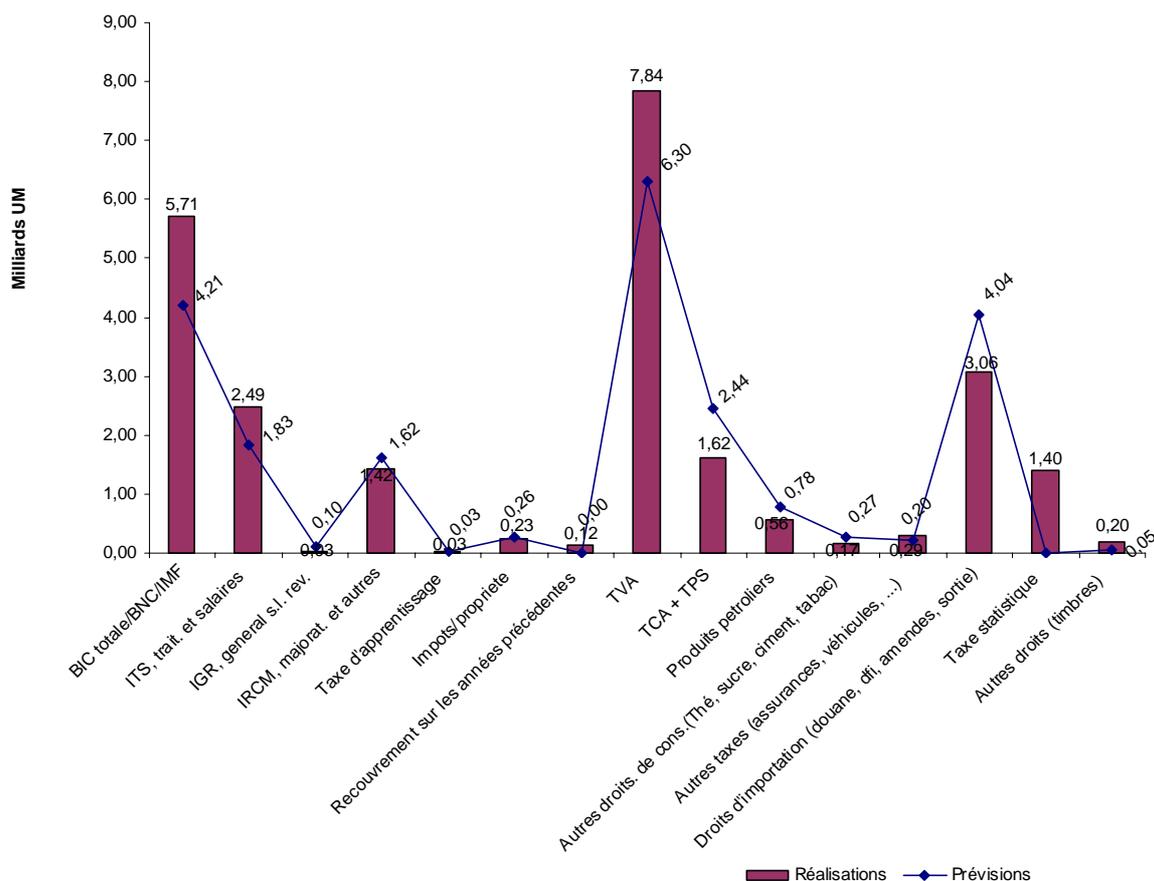
Une analyse plus détaillée des recettes fiscales permet d'affiner leurs performances par nature, et elle se présente comme suit :

⁵ La Convention a été signée le 10 mars 2006, et elle correspond à la Décision N°0278/006.

⁶ Le montant exact est de 2.107.313.651 UM.

⁷ Le montant exact est de 2.174.437.145 UM.

Graphique 3: Performances détaillées des recettes fiscales



Les recettes fiscales, qui représentent presque 67% des recettes de l'Etat (hors dons), ont enregistré une bonne performance par rapport aux prévisions grâce surtout à sept postes, qui constituent à eux seuls 91% du total de ces recettes fiscales.

Ces principales rubriques forment trois grandes catégories, selon leur degré de contribution dans ces recettes. Le premier groupe est constitué de la Taxe sur la Valeur Ajoutée⁸, qui a rapporté 30% des recettes fiscales, et du BIC⁹ (22%). La TVA intérieure, collectée par la DGI, a été marquée par une forte hausse, passant d'environ 500 millions UM en avril à plus de 1,7 milliards UM en juin. La TVA collectée au cordon douanier a maintenu un niveau élevé, se situant entre 1,2 et 1,6 milliards UM. Le BIC/BNC s'est caractérisé par de bonnes performances en début et fin du trimestre, grâce au renforcement des efforts de recouvrement et de redressement. Pour ce qui est de la partie IMF Douanes, perçue sous forme d'acompte, les montants ont suivi une courbe croissante.

Un second groupe se compose de l'impôt sur le commerce international, collecté par la Direction Générale des Douanes (DGD), et qui regroupe les Droits d'importation (12%) et l'ITS (10%). Ces impôts sont sensés être réguliers tout au long de l'année car ils dépendent directement de l'activité d'importation, obéissant à un rythme annuel quasi constant.

⁸ TVA.

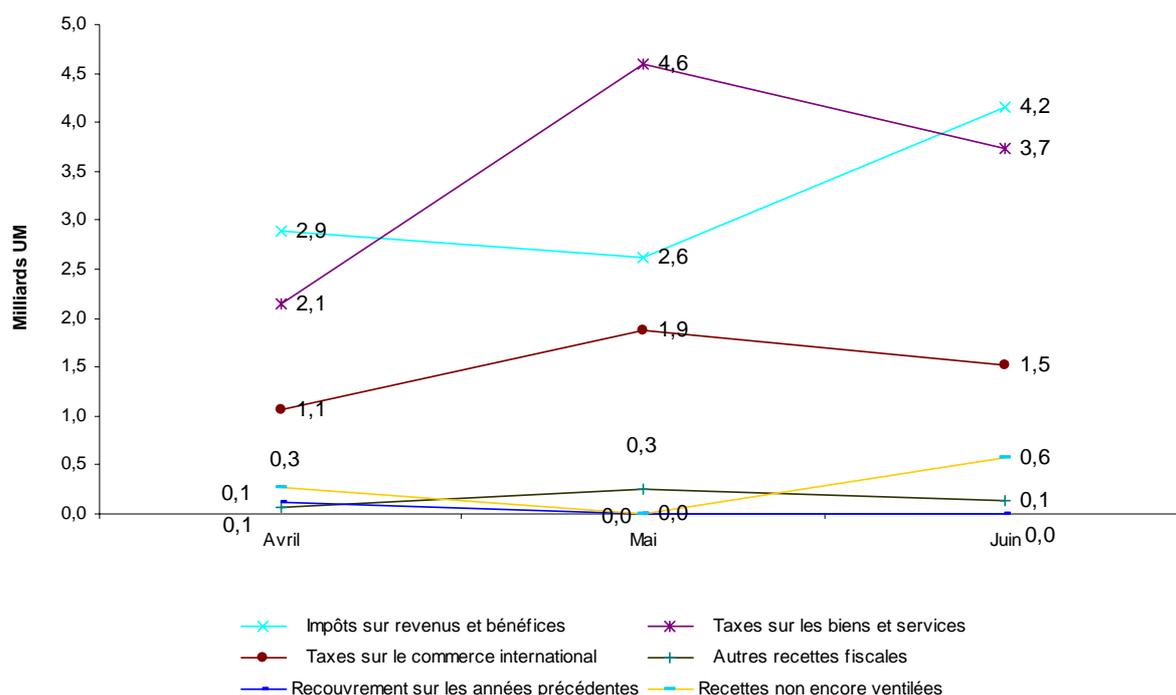
⁹ Impôt sur les bénéfices commerciaux.

Une dernière catégorie est constituée de la TCA+TPS (6%), de l'IRCM¹⁰ (6%) et de la taxe statistique (5%). L'ITS et la TCA¹¹ sont des impôts réguliers à déclaration mensuelle pour la première et trimestrielle pour la seconde. La SNIM constitue le principal payeur de la TCA, qui a été remplacée par la Taxe Unique, au moins pour le cas de la SNIM.

Il est à noter que pour certaines catégories des recettes fiscales, et notamment l'IGR¹², l'IRCM¹³, les TCA¹⁴+TPS¹⁵, la TPP¹⁶ et les droits d'importations, les niveaux fixés par le programme n'ont pas été atteints, malgré l'atteinte de l'objectif global. Ces mêmes rubriques ont eu un comportement identique lors du premier trimestre, et les raisons possibles à ce retard peuvent être :

- Le recouvrement de l'IGR, qui était émis par la DGI et recouvré par le Trésor Public, vient de faire l'objet d'une réforme qui en confie l'entière responsabilité à la DGI (émission et recouvrement) ;
- La taxe statistique additionnée aux droits de douanes donne un résultat en dessous de la prévision pour le poste des impôts sur les importations, alors que seuls les droits de douanes se situent en dessous du seuil recherché.

Graphique 4: Evolution des recettes fiscales pour le Second Trimestre 2006



¹⁰ Impôts sur les revenus des capitaux mobiliers.

¹¹ La TCA, pour le cas de la SNIM, a été remplacée par la Taxe Unique.

¹² Impôt Général sur le Revenu.

¹³ Impôts sur les Revenus des Capitaux Mobiliers.

¹⁴ Taxe sur le Chiffre d'Affaires.

¹⁵ Taxe sur les Prestations de Services.

¹⁶ Taxe sur les Produits Pétroliers.

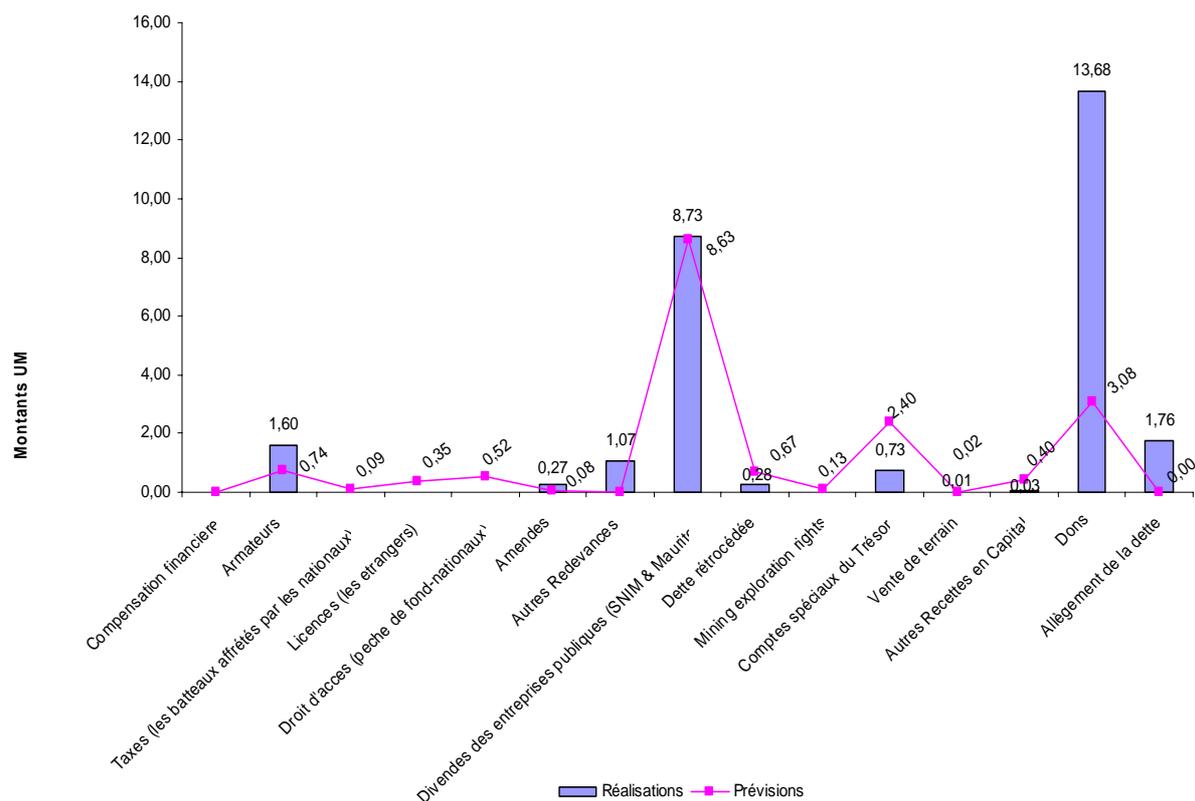
Le graphique 4 montre bien qu'il y a trois catégories de recettes fiscales, comme cité précédemment, selon leur degré d'apport. Dans chacun de ces groupes les courbes suivent des tendances opposées : certaines sont convexes et d'autres concaves. Les premières traduisent un redoublement des efforts de recouvrement en milieu de trimestre, si les recettes du premier mois sont jugées insuffisants, suivi par un ralentissement au troisième mois. Les courbes concaves traduisent la tendance inverse, c'est-à-dire un premier et troisième mois soutenus, et un mois d'avril ralenti. Malgré ces pics observés en milieu de trimestre, les différents postes ont presque tous une tendance haussière.

1.2. Recettes non fiscales & dons

Les recettes non-fiscales ont atteint au second trimestre 12,7 milliards UM, un résultat encore inférieur aux prévisions de 14 milliards UM (même tendance qu'au premier trimestre). Contrairement aux recettes fiscales, la mobilisation de ces recettes incombe généralement à des structures de l'Etat ne relevant pas du Ministère des finances (Ministère des Pêches et de l'Economie Maritime) et sont ainsi donc moins maîtrisables.

Une analyse plus détaillée des recettes non fiscales montre que les redevances et amendes émanant des activités de pêche ont presque toutes atteint les seuils du programme, mais elles ne l'ont que faiblement dépasser (5% de plus). Le graphique 5 montre que les redevances pélagiques et les droits d'accès (pêche de fond-nationaux), n'ont pas contribué aux recettes de ce trimestre, alors qu'ils ont bien été perçus. Cela traduit surtout une difficulté à procéder à l'évaluation exacte de ce poste, mais la DTCP va se rapprocher des services concernés au niveau du Ministère des Pêches et de l'Economie Maritime, pour corriger les données à partir du second trimestre.

Graphique 5: Performances détaillées des recettes non fiscales & dons

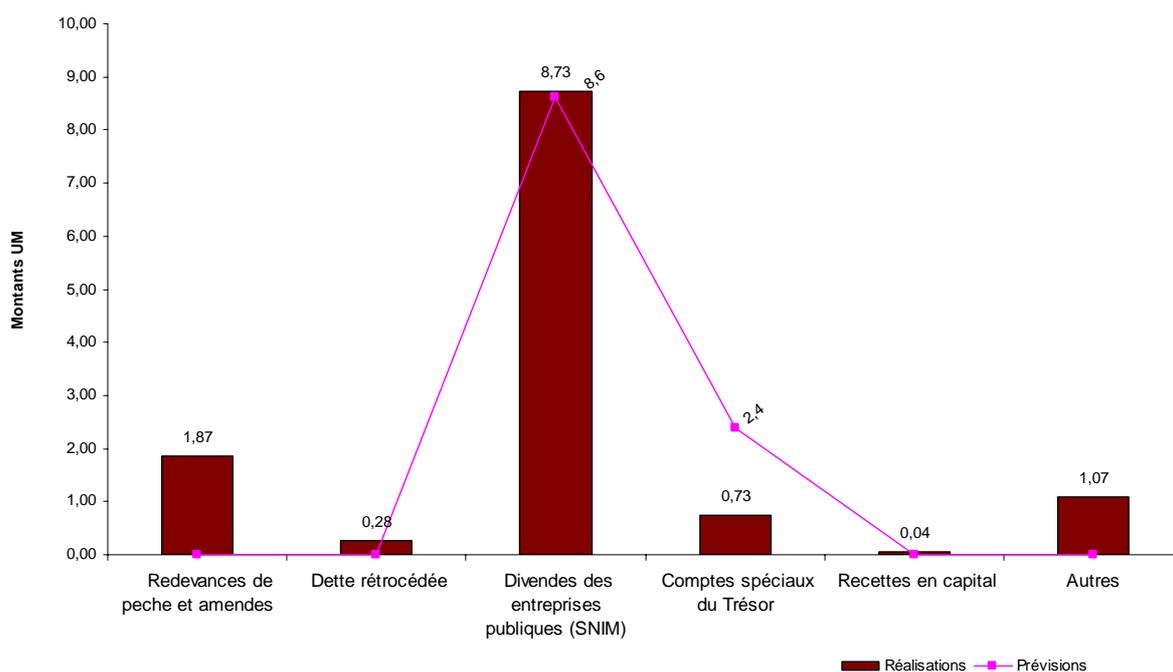


Selon le modèle arrêté avec le FMI pour le TOFE¹⁷ (cf Annexe 1), les recettes non-fiscales contiennent aussi les recettes sur comptes spéciaux du Trésor ainsi que les recettes en capital. La prévision des recettes sur comptes spéciaux a été largement surestimée par rapport aux réalisations.

Les performances exceptionnelles des dons sont dues à l'annulation de la dette du FMI en juin.

¹⁷ Tableau des Opérations Financières de l'Etat.

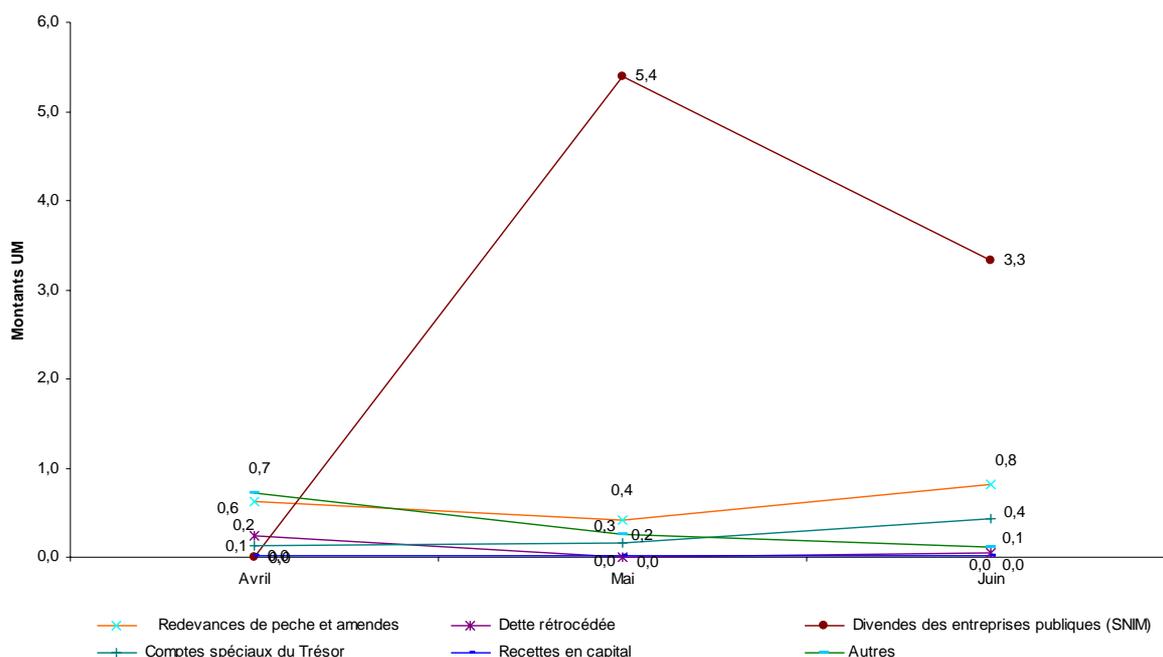
Graphique 6: Performances globales des recettes non fiscales



Une analyse plus globale des recettes non fiscales, et une comparaison plus détaillée avec les prévisions permettent tout d'abord de souligner l'importance des dividendes des entreprises publiques. Ces dernières constituent à elles seules 69% des recettes, et sont générées principalement par la SNIM (à 93%) et par la MAURITEL. Elles sont suivies par les redevances de pêche, qui ont elles aussi atteints le niveau prévu par le programme, de plus elles constituent la seconde source des recettes.

Les Comptes spéciaux du Trésor, les dettes rétrocédées, et les recettes en capital n'ont pas atteints leurs prévisions du trimestre, mais une analyse plus approfondie des deux derniers postes permet d'éclairer les raisons de ce retard.

Graphique 7: Evolutions des recettes non fiscales pour le second trimestre 2006

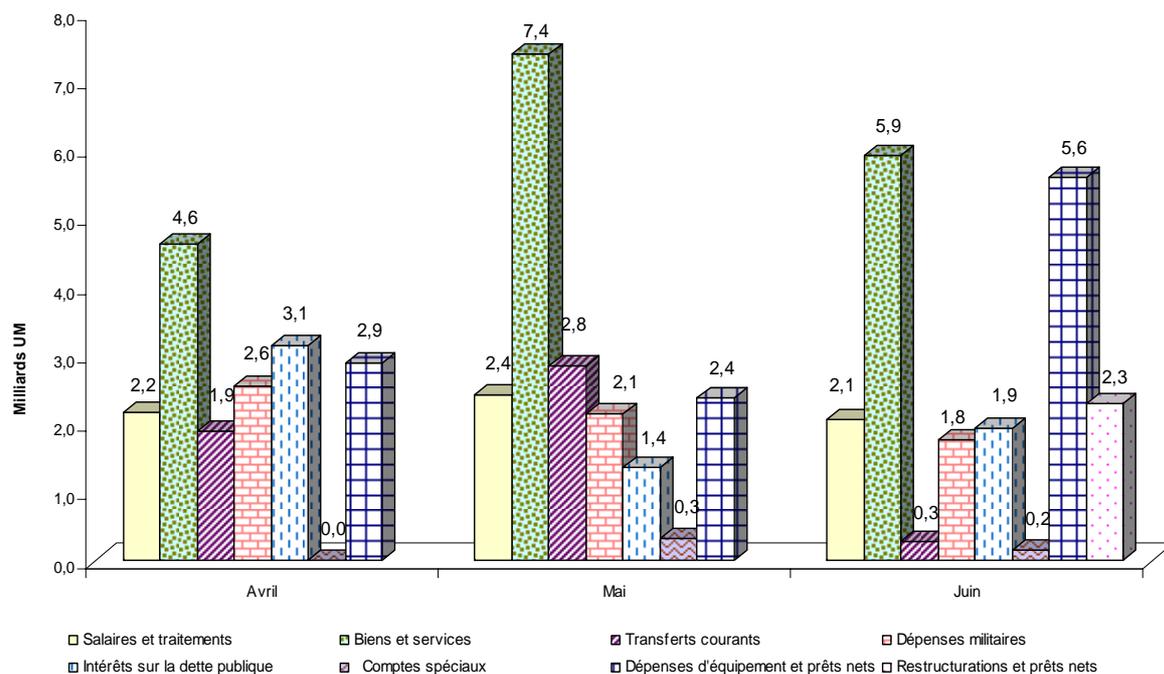


La tendance générale des recettes non-fiscales est quasiment identique pour tous les postes, sauf pour « les dividendes des entreprises publiques (SNIM) », qui génèrent le montant le plus important ainsi que la plus forte évolution des recettes non-fiscales. En effet, tous les autres postes ne représentent que de faibles montants, et ne produisent que de faibles fluctuations durant le trimestre.

2. Dépenses

Les dépenses totales enregistr es au cours du second trimestre 2006 et  valu es à 56,2 milliards UM, ne dépassent que légèrement les prévisions du programme, puisqu'elles se situent à peine au dessus des limites convenues par celui-ci (55 milliards UM). Il en est de même pour le semestre entier, avec un total des dépenses r alis es de 89,8 milliards UM, contre 88,7 milliards UM programm es (cf. Annexe 4).

Graphique 8 : Evolutions des dépenses et prêts nets du second trimestre 2006

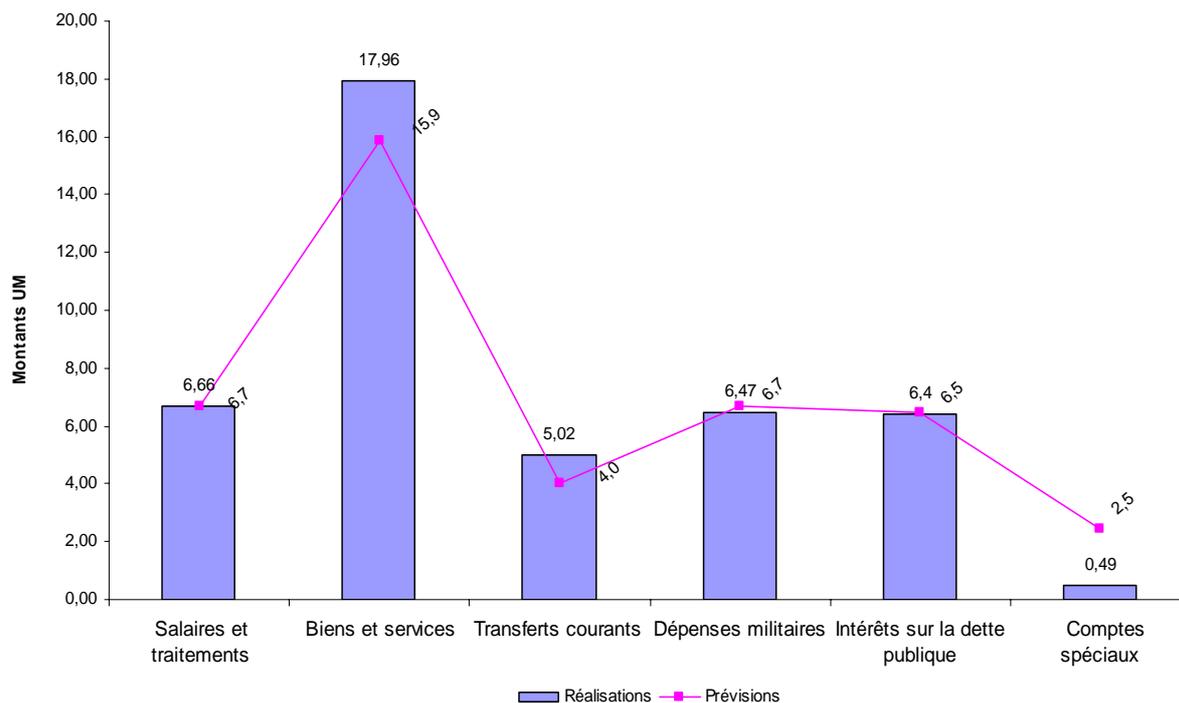


L'Evolution globale des dépenses de l'Etat, s'est déroulée à l'image de trois grands postes que sont les « Salaires é traitements », les « Biens & services » et les « Transferts courants », marquée par une hausse en milieu du trimestre, suivie par une meilleure maîtrise des dépenses en juin.

2.1. Dépenses de fonctionnement

Certains postes des dépenses de fonctionnement de l'Etat ont dépassé leurs prévisions, c'est le cas notamment des « Biens et Services », rubrique la plus importante des dépenses, avec un dépassement de 2,1 milliards UM. Les « Transferts courants » ont eux aussi dépassé de un milliard UM le seuil indiqué par le programme.

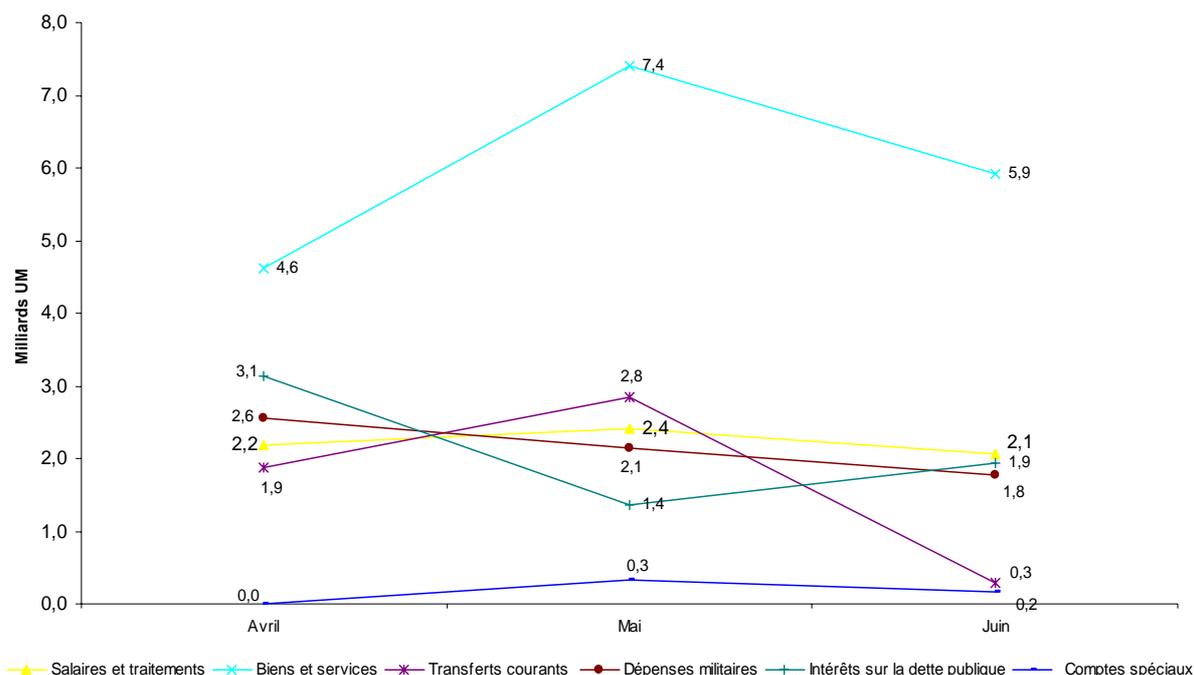
Graphique 9: Performances des dépenses de fonctionnement



L'exécution budgétaire pour d'autres rubriques telles que les « Dépenses sur les traitements & salaires », les « Dépenses militaires » et les « Intérêts sur la dette », sont équivalentes aux prévisions du programme, compte tenu de la régularité de leur programmation dans les dépenses de l'Etat, d'où une meilleure prévision de leurs seuils.

Durant le second trimestre, les dépenses sur comptes spéciaux du trésor ont atteint 0.49 milliards UM, pour des recettes s'élevant à 0,73 milliards UM, traduisant ainsi la volonté de ne dépenser des comptes d'affectations spéciales que ce qu'ils perçoivent.

Graphique 10: Evolution des dépenses de fonctionnement au second trimestre

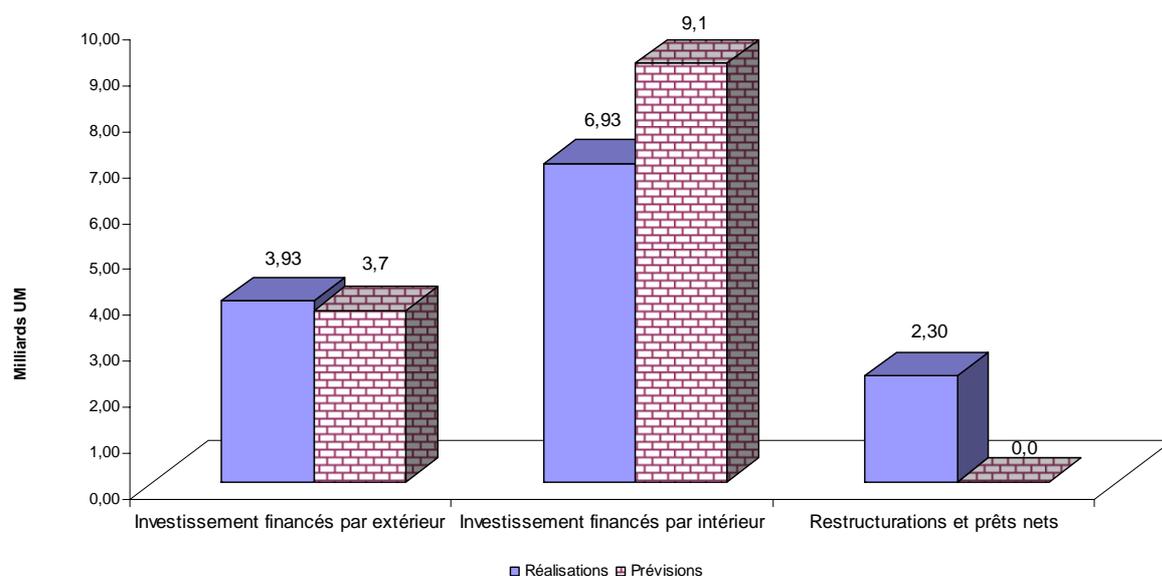


L'analyse des performances des dépenses de fonctionnement fait ressortir les efforts entrepris pour la maîtrise de la dépense publique, sans entraver la réalisation des dépenses obligatoires et prioritaires. Malgré le fait que certaines dépenses auxiliaires gagneraient à accroître leur taux d'exécution, d'une manière générale la programmation des dépenses a été globalement respectée.

2.2. Dépenses d'investissement

Au second trimestre, bien que les dépenses d'investissement soient restées en deçà des prévisions du programme, en particulier pour les investissements sur financements intérieurs, il faut noter que le taux d'exécution (se situant à plus de 75%) est meilleur que les années précédentes (dépassant rarement les 50%). Les investissements sur financement extérieurs, ont quant à eux dépassé les prévisions du programme.

Graphique 11: Evolution des dépenses de fonctionnement au second trimestre



Le maintien d'un niveau satisfaisant des investissements extérieurs s'explique par la confiance progressive qui est désormais rétablie auprès des bailleurs de fonds, à la lumière de la conjoncture politique actuelle en Mauritanie.

Au niveau du poste « Restructuration et prêts nets » on retrouve un montant de 2,3 milliards UM, correspondant à la restructuration des quotas de participation de l'Etat au capital des deux fonds (FMI et FMA). Le financement de cette opération est assuré par le poste « Créances sur l'Etat » (cf. la partie 4.1.Financement intérieur).

3. Solde

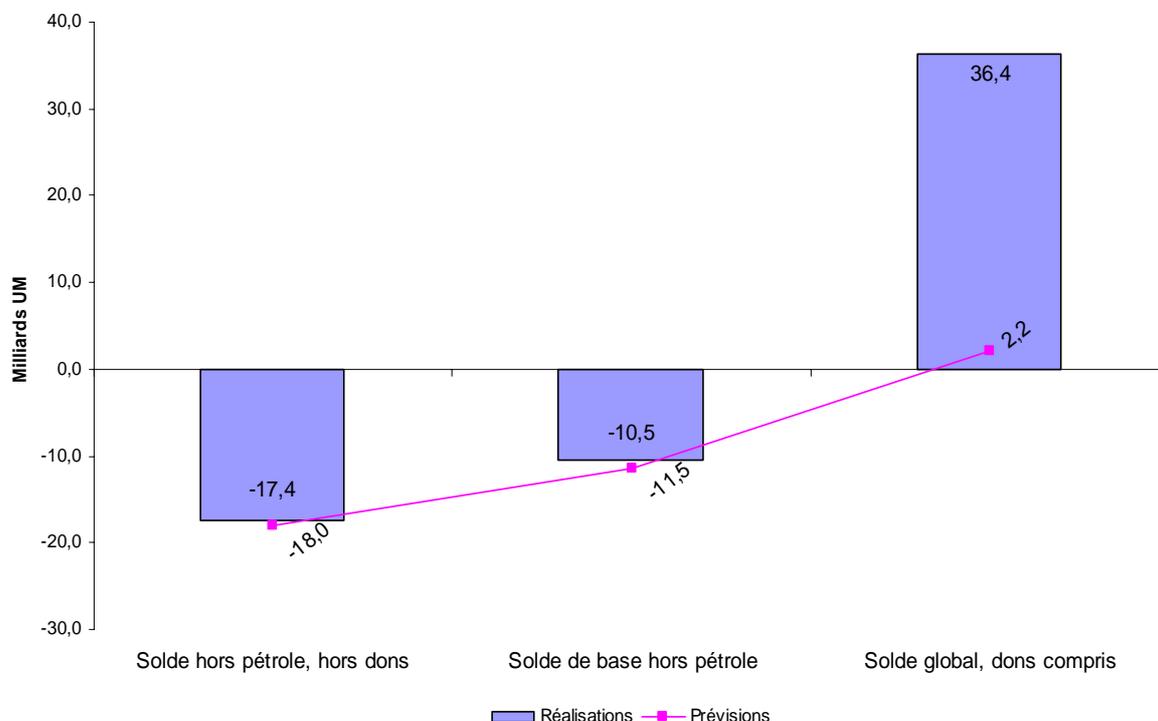
Le Solde de base hors pétrole, qui est la différence entre les Recettes totales (hors dons et hors recettes pétrolières), et les Dépenses totales (sans les intérêts sur la dette publique extérieure, et les investissements financés par l'extérieur), a dégagé au second trimestre un déficit de **10,5 milliards UM** contre un solde programmé de -11,5 milliards UM. Le déficit premier semestre est de 12,4 milliards UM, pour une programmation de -15,5 milliards UM.

A l'image du Solde de base, le Solde hors pétrole et hors dons, résultant de la différence entre les Recettes totales (hors dons et hors recettes pétrolières), et les Dépenses totales, a enregistré lui aussi un déficit, puisqu'il se situe à -17,4 milliards UM (et -26,6 milliards UM pour le premier semestre).

Bien que les deux soldes cités plus haut aient atteint des déficits importants, ils ont cependant accompli des performances meilleures que celles prévues par le programme.

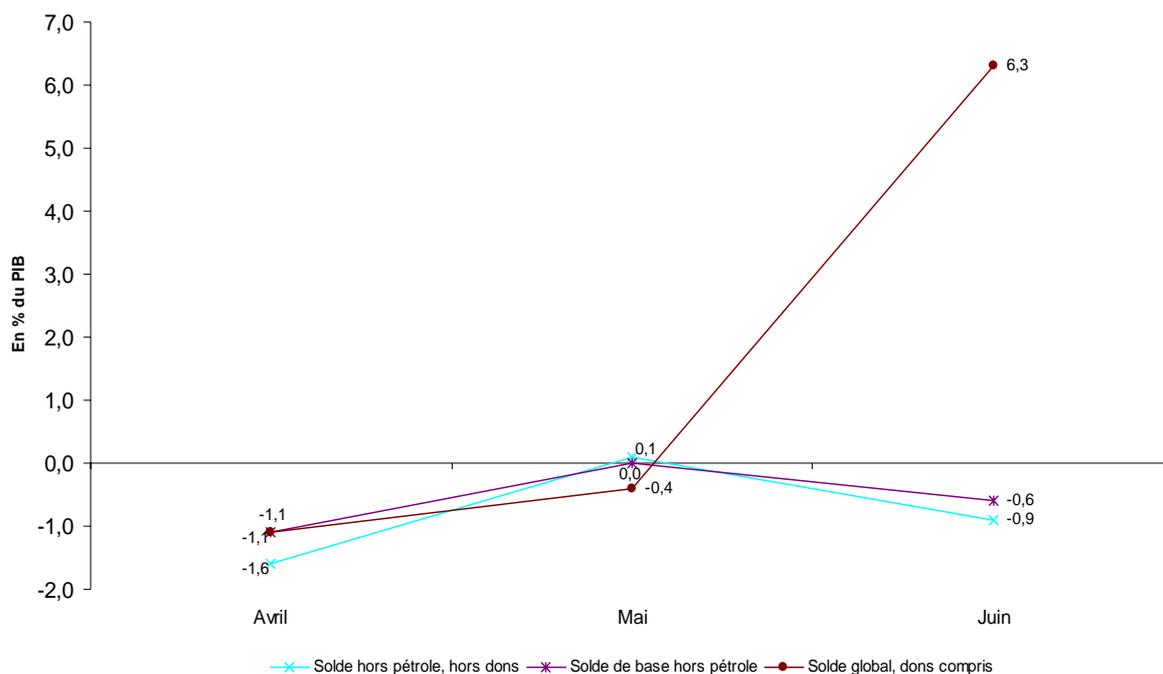
Les services du FMI ont fourni une estimation du Produit Intérieur Brut (PIB) en mai 2006, s'élevant à 577,1 milliards UM. Ce dernier a permis de calculer, entre autres, le solde de base hors pétrole en pourcentage du PIB pour le second trimestre, qui est de -1,8% ainsi que le solde hors pétrole et hors dons, de -3%.

Graphique 12: Comportement des soldes



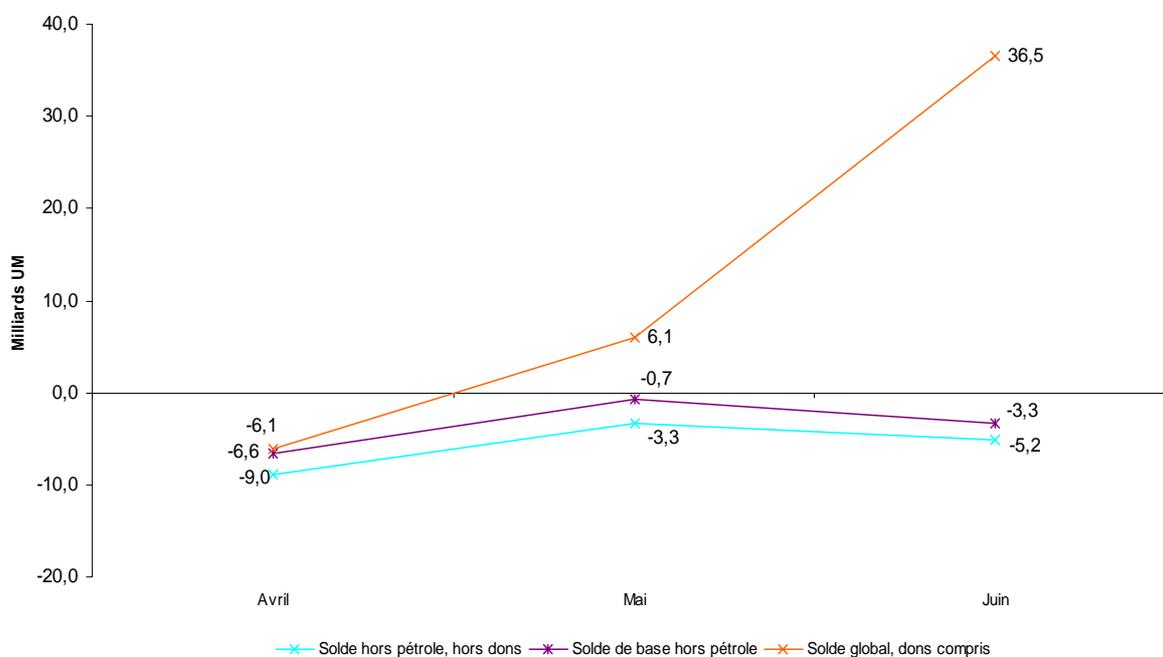
C'est le Solde global, différence entre Recettes totales (dons et recettes pétrolières compris) et Dépenses totales, qui a dégagé pour ce second trimestre, un solde positif très important (36,4 milliards UM), grâce aux recettes pétrolières nettes survenues au mois de juin.

Graphique 13 : Evolution mensuelle du solde en pourcentage du PIB



Le solde global en pourcentage du PIB, suit lui aussi une courbe ascendante puisqu'il passe de -1,1% en avril à 6,3% en juin.

Graphique 14 : Evolution mensuelle du solde



Le graphique 14 montre les efforts tendant à assainir les finances publiques, à travers la résorption du déficit budgétaire tout au long du trimestre.

L'évolution du solde global au premier semestre renforce cette tendance, puisqu'il était prévu par le programme d'atteindre un déficit de 15,5 milliards UM (cf. Annexe 4), et il n'a été en réalité que de -12,4 milliards UM.

4. Financement

Le mode de financement au second trimestre a été marqué par un recours accru aux recettes de l'Etat qui a permis au Trésor Public d'améliorer sa position par rapport aux accumulations des arriérés et au découvert du compte courant à la BCM. Il faut noter que l'obtention de finances saines implique que les dépenses de l'Etat soient exclusivement, ou du moins en grande partie, financées sur les recettes budgétaires (en l'occurrence la partie non financée par les ressources extérieures).

Les données du semestre montrent que l'Etat a équilibré entre ses sources de financement. En effet, le financement intérieur représente 48% du financement total (avec -15,9 milliards UM), et le financement extérieur environ 52% (avec -17,1 milliards UM).

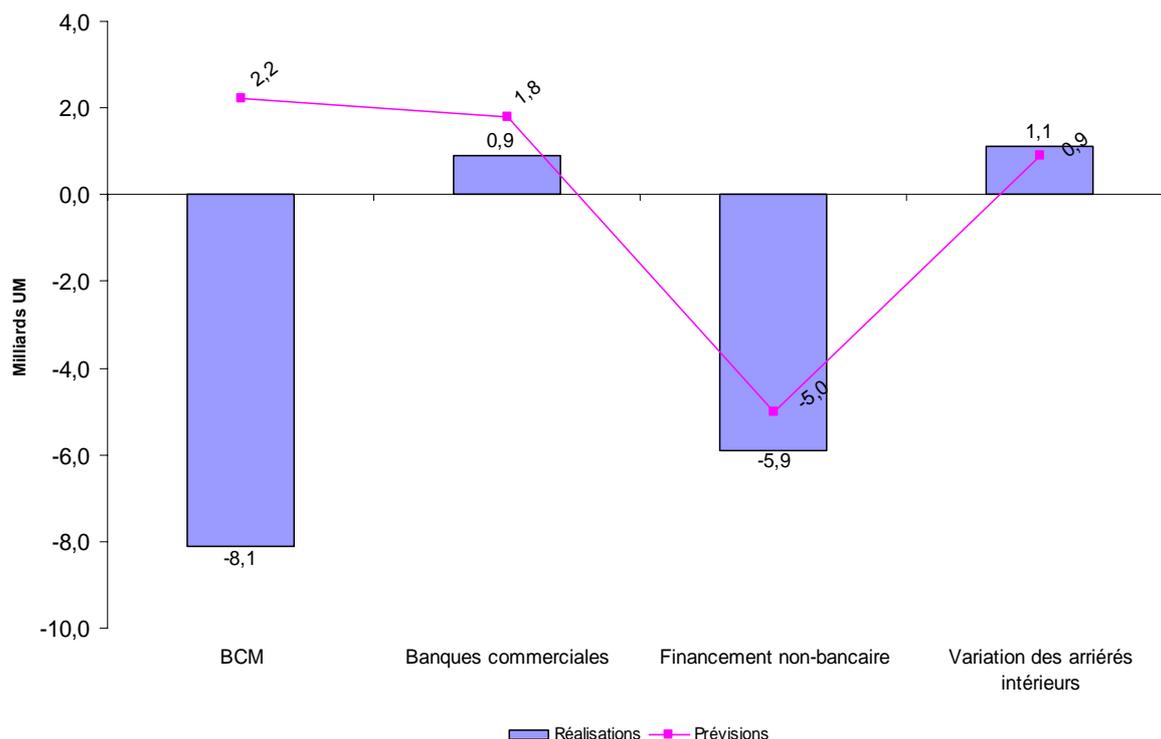
4.1. *Financement intérieur*

Le programme du FMI a défini un seuil de financement au niveau de la BCM de 2,2 milliards UM pour le second trimestre, et l'Etat s'est retrouvé à la fin du mois de juin avec un dépôt de 8,1 milliards UM. Cette situation est principalement due aux 12,97 milliards UM de l'annulation de la dette du FMI (qui apparaissent aussi en dons au niveau des recettes). On peut déduire de ces données le niveau de financement BCM hors annulation de la dette, qui est de 4,87 milliards UM.

Le poste « créances sur l'Etat », qui vient en diminution des dépôts à la Banque Centrale, est constitué des pertes BCM (environ 2,6 milliards UM) ainsi que de la restructuration des quotas de participation au capital du FMI et du FMA, s'élevant à presque 2,3 milliards UM. Ce montant est la différence entre les 7,4 milliards UM (représentant l'utilisation de la tranche de réserve auprès du FMI au profit de l'Etat) et les 5,1 milliards (que sont la renonciation de la BCM aux écarts de réévaluation de sa souscription au FMA).

L'Etat n'a eu recours que très faiblement aux banques commerciales, avec un niveau de financement de 0,9 milliards UM. Le programme SMP quant à lui, offrait au Trésor la possibilité de se financer à hauteur de 1,8 milliards UM auprès de ces banques commerciales.

Graphique 15 : Comportement du financement intérieur



Au niveau du système non bancaire, l'Etat a procédé au remboursement de 5 milliards UM de ses dettes.

La variation des arriérés intérieurs a enregistré de bonnes performances, puisque le Trésor public se situe pour le second trimestre à 1,1 milliards UM, et le programme ne prévoyait que 0,9 milliards UM.

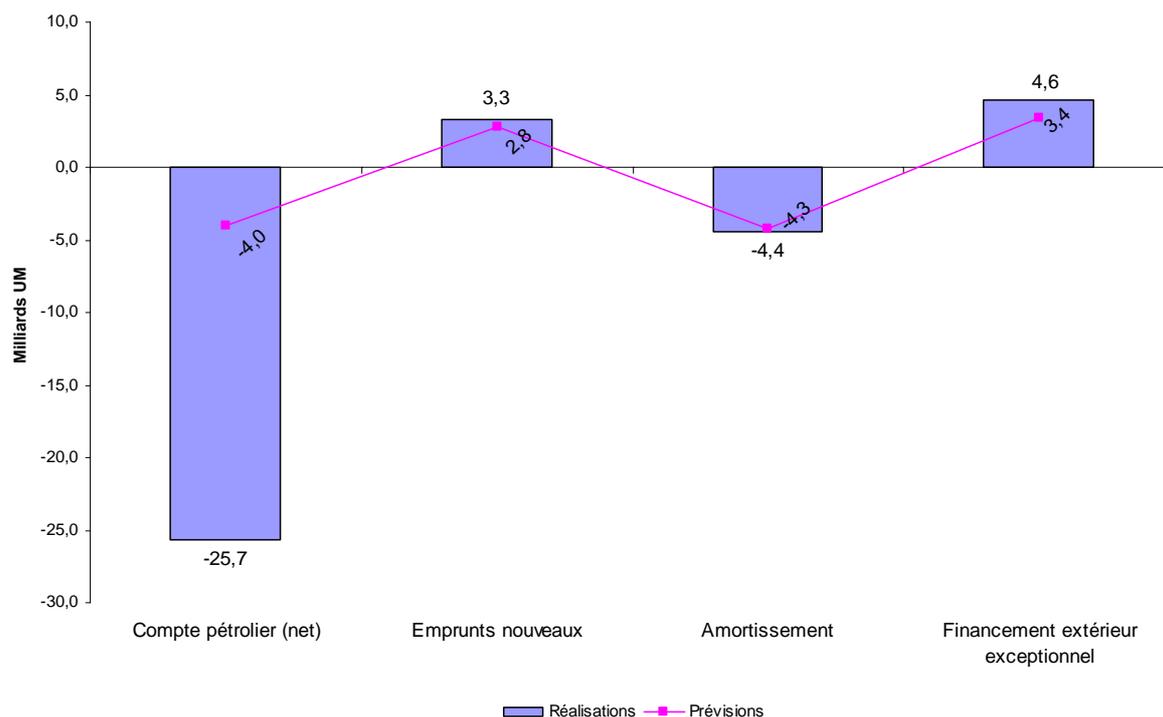
L'apurement des arriérés, dans le cas des autres engagements de l'Etat, a été réalisé conformément aux recommandations du FMI, puisqu'il a atteint -6 milliards UM.

4.2. Financement extérieur

Les 25,7 milliards UM se trouvant sur le compte pétrolier offshore¹⁸, sont la différence entre les recettes pétrolières du trimestre, et le totale des dépenses effectuées sur ce compte, s'élevant à 12,67 milliards UM.

¹⁸ Ouvert à la Banque de France le 14 juin 2006.

Graphique 16 : Comportement du financement extérieur



Les financements extérieurs et en particulier les recettes pétrolières, bien que situées au-dessus des attentes du programme, n'ont que faiblement servi à financer le déficit.

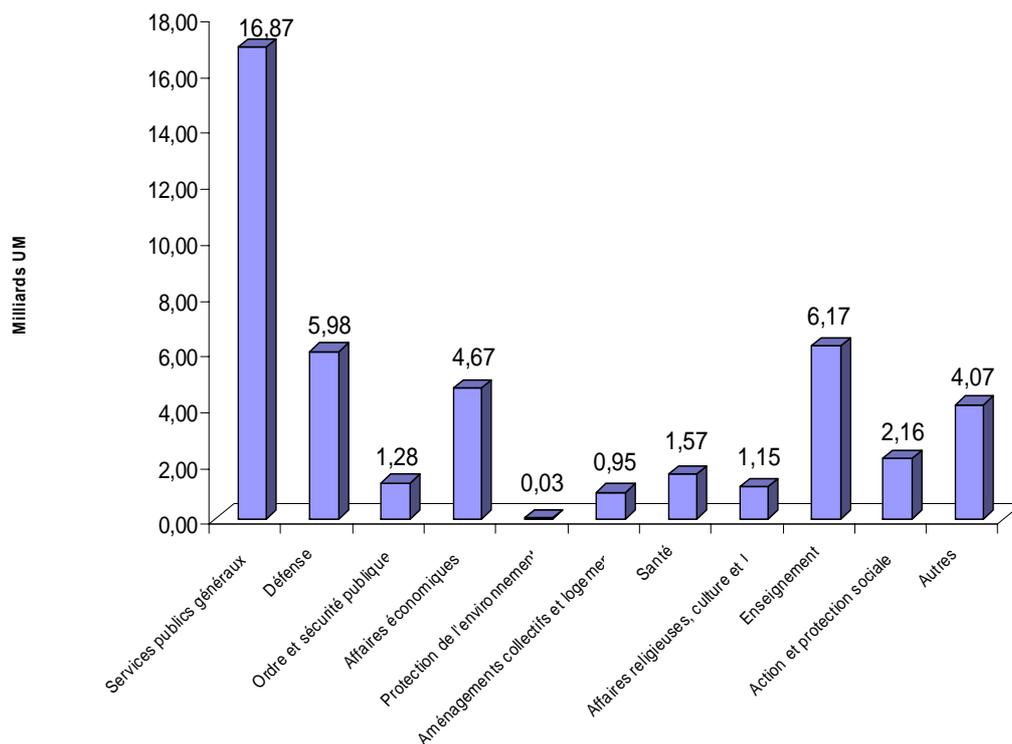
Au niveau du TOFE (cf. annexe 2), se trouve un poste à la fin de la rubrique « Financement » consacré aux erreurs et omissions, et qui correspond à la différence entre le montant total du financement, et l'écart entre les financements intérieurs et extérieurs. Cette rubrique permet de mesurer l'ampleur des erreurs d'affectations, et au second trimestre elle n'est que de 0,3 milliards UM (et de -0,1 pour tout le semestre), ce qui souligne les efforts entrepris pour améliorer l'information financière.

5. Classification fonctionnelle

5.1. Classification générale

Le programme suivi par les services du FMI a préconisé une classification fonctionnelle des dépenses. Le graphique ci-dessus présente l'exécution des dépenses suivant les 10 fonctions principales de la nomenclature fonctionnelle.

Graphique 17 : Résultats pour les principales fonctions

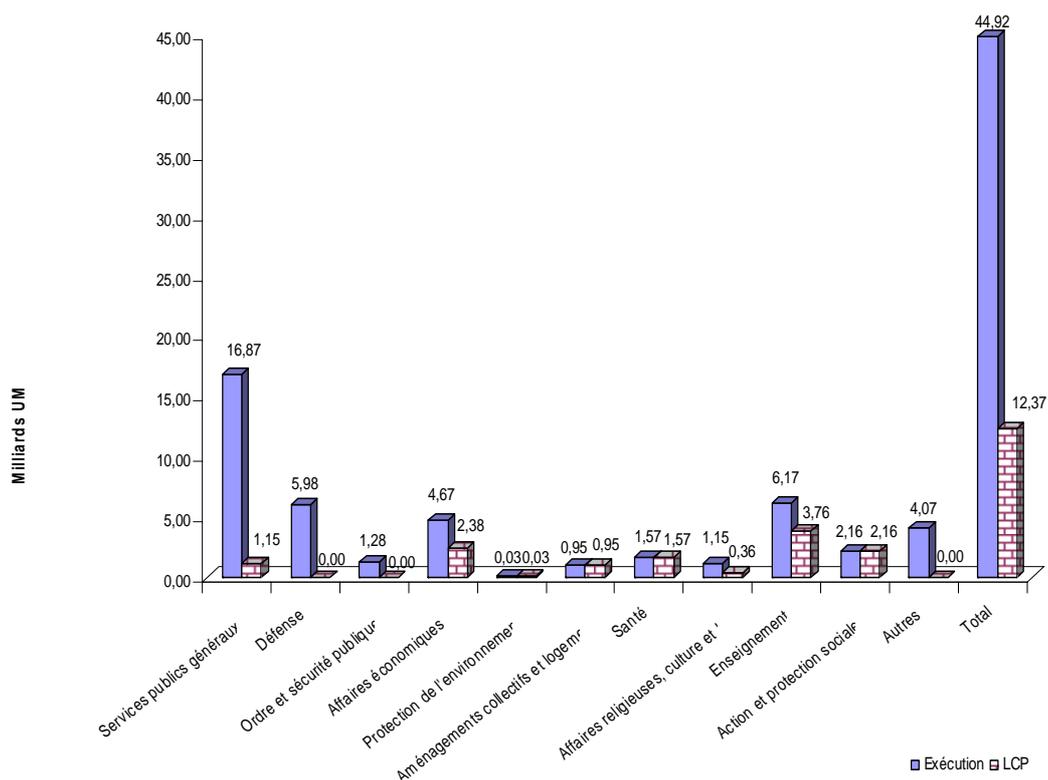


Nous remarquons sur ce graphique que les services publics généraux continuent à présenter une forte exécution budgétaire, conformément à ce qui s'est passé au premier trimestre. L'Éducation constitue le second poste le plus important, suivi de très près par la Défense, et en quatrième position on retrouve les Affaires économiques. Une dernière rubrique, appelée « Autres », a été identifiée afin d'y intégrer le reste des dépenses n'ayant pas été ventilées, et elle atteint 4,07 milliards UM.

5.2. Dépenses de lutte contre la pauvreté

Parmi les fonctions de la nomenclature, certaines ont été identifiées comme contribuant à la lutte contre la pauvreté. C'est par le truchement de ces fonctions que l'exécution des dépenses de lutte contre la pauvreté est saisie.

Graphique 18 : Exécution des dépenses de lutte contre la pauvreté



Le graphique 18 présente le niveau d'exécution des dépenses de lutte contre la pauvreté par fonction et les compare à l'exécution des dépenses totales par fonctions. Les dépenses de lutte contre la pauvreté représentent la totalité des postes « Action et protection sociale », « Santé » et « Aménagement collectifs et logements ». Ils constituent aussi une part importante des dépenses pour l'éducation et les affaires économiques, mais ils ne représentent qu'une faible part des « Services publics généraux ».

Annexe 1 : Tableau des opérations financières de l'Etat (TOFE) (haut de la ligne)

| Tableau des opérations financières de l'Etat | Avril | Mai | Juin | Réalisations | Prévisions |
|--|-------|------|------|--------------|------------|
| Recettes totales et dons (y compris recettes pétrolières) | 11,2 | 25,0 | 56,5 | 92,6 | 57,2 |
| Recettes totales et dons | 8,9 | 16,4 | 28,8 | 54,2 | 40,1 |
| Recettes totales hors dons | 8,3 | 15,6 | 14,8 | 38,8 | 37,0 |
| Recettes fiscales | 6,6 | 9,4 | 10,1 | 26,0 | 23,0 |
| Impôts sur revenus et bénéfiques | 2,9 | 2,6 | 4,2 | 9,7 | 7,8 |
| Taxes sur les biens et services | 2,1 | 4,6 | 3,7 | 10,5 | 10,0 |
| Taxes sur le commerce international | 1,1 | 1,9 | 1,5 | 4,5 | 4,0 |
| Autres recettes fiscales | 0,1 | 0,3 | 0,1 | 0,5 | 1,2 |
| Recouvrement sur les années précédentes | 0,1 | 0,0 | 0,0 | 0,1 | 0,9 |
| <i>Recettes non encore ventilées</i> | 0,3 | 0,0 | 0,6 | 0,8 | |
| Recettes non fiscales | 1,7 | 6,2 | 4,7 | 12,7 | 14,0 |
| Redevances de pêche et amendes | 0,6 | 0,4 | 0,8 | 1,9 | |
| Dette rétrocédée | 0,2 | 0,0 | 0,0 | 0,3 | |
| Dividendes des entreprises publiques (SNIM) | | 5,4 | 3,3 | 8,7 | 8,6 |
| Comptes spéciaux du Trésor | 0,1 | 0,2 | 0,4 | 0,7 | 2,4 |
| Recettes en capital | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | |
| Autres | 0,7 | 0,3 | 0,1 | 1,1 | |
| Dons | 0,6 | 0,8 | 14,0 | 15,4 | 3,1 |
| Projets | 0,1 | 0,4 | 0,1 | 0,6 | 0,9 |
| Aide budgétaire | 0,5 | 0,4 | 13,9 | 14,8 | 2,2 |
| <i>Dont: assistance PPTE</i> | 0,5 | 0,4 | 0,8 | 1,8 | |
| <i>Dont: assistance PPTE (hors BCM et SNIM)</i> | | | | 0,0 | |
| <i>Dont: assistance PPTE (BCM et SNIM)</i> | | | 0,1 | 0,1 | |
| <i>Autres dons (IRDM, FMI)</i> | 0,0 | 0,0 | 13,0 | 13,0 | |
| Dépenses et prêts nets | 17,3 | 18,9 | 20,0 | 56,2 | 55,0 |
| Dépenses courantes | 14,4 | 16,5 | 12,1 | 43,0 | 42,2 |
| Salaires et traitements | 2,2 | 2,4 | 2,1 | 6,7 | 6,7 |
| Biens et services | 4,6 | 7,4 | 5,9 | 18,0 | 15,9 |
| <i>Dont: processus électoral</i> | 0,0 | 0,0 | 1,7 | 1,8 | 1,1 |
| Transferts courants | 1,9 | 2,8 | 0,3 | 5,0 | 4,0 |
| Dépenses militaires | 2,6 | 2,1 | 1,8 | 6,5 | 6,7 |
| Intérêts sur la dette publique | 3,1 | 1,4 | 1,9 | 6,4 | 6,5 |
| Extérieurs | 1,0 | 0,9 | 1,1 | 3,0 | 2,7 |
| Intérieurs | 2,2 | 0,4 | 0,9 | 3,5 | 3,7 |
| Comptes spéciaux | 0,0 | 0,3 | 0,2 | 0,5 | 2,5 |
| Dépenses d'équipement et prêts nets | 2,9 | 2,4 | 5,6 | 13,2 | 12,8 |
| Investissements financés par extérieur | 1,4 | 1,7 | 0,8 | 3,9 | 3,7 |
| Investissements financés par intérieur | 1,5 | 0,7 | 4,7 | 6,9 | 9,1 |
| Restructurations et prêts nets | | | 2,3 | 2,3 | |
| Autres dépenses | | | | | |
| Solde hors pétrole; dons non compris (déficit -) | -9,0 | -3,3 | -5,2 | -17,4 | -18,0 |
| Solde hors pétrole; dons compris (déficit -) | -8,3 | -2,5 | 8,8 | -2,0 | -14,9 |
| Solde de base hors pétrole (déficit -) | -6,6 | -0,7 | -3,3 | -10,5 | -11,5 |

Annexe 2 : Compte pétrolier et bas de la ligne du TOFE

| | Avril | Mai | Juin | Réalisations | Prévisions |
|---|-------|------|-------|--------------|------------|
| Opérations du compte pétrolier | | | | | |
| Recettes pétrolières (net) | 2,2 | 8,5 | 27,6 | 38,4 | 17,1 |
| Fiscales | 0,4 | 0,3 | 0,9 | 1,6 | 4,2 |
| BIC | | | 0,8 | 0,8 | 2,2 |
| ITS | 0,4 | 0,3 | 0,1 | 0,9 | 1,3 |
| Autres | | | 0,0 | 0,0 | 0,7 |
| Non fiscales | 1,8 | 8,2 | 26,7 | 36,7 | 12,8 |
| Bonus | | | 26,7 | 26,7 | 0,4 |
| Revenu du capital | | | | 0,0 | |
| Profit oil | | | | | |
| Paiements (financement du budget) | 2,2 | 8,5 | 1,9 | 12,7 | 13,0 |
| Solde global; dons non compris (déficit -) | -9,0 | -3,3 | -5,2 | -17,4 | -0,9 |
| Solde global; dons compris (déficit -) | -6,1 | 6,1 | 36,5 | 36,4 | 2,2 |
| Financement | 6,1 | -6,1 | -36,5 | -36,4 | -2,2 |
| Financement intérieur | 5,2 | -7,9 | -11,4 | -14,5 | -0,1 |
| Système bancaire | 3,6 | -0,9 | -12,4 | -7,1 | 4,0 |
| BCM | 3,4 | 0,6 | -12,1 | -8,1 | 2,2 |
| Compte courant | 4,3 | 0,6 | -5,3 | -0,3 | |
| Comptes divisionnaires | -0,6 | 0,4 | 0,3 | 0,1 | |
| Allègements | 0,0 | -0,6 | -12,3 | -13,0 | |
| CAS | 0,1 | 0,9 | 0,5 | 1,4 | |
| Autres | -0,1 | -0,8 | 0,0 | -1,0 | |
| Créances sur Etat (pertes BCM+cons. quotas FMI-FMA) | | | 4,9 | 4,9 | |
| Encaisses | -0,2 | 0,1 | -0,1 | -0,1 | |
| Banques commerciales | 0,1 | -1,5 | 2,3 | 0,9 | 1,8 |
| Financement par bons du Trésor | 0,2 | -1,0 | 2,6 | 1,8 | |
| Obligations cautionnées (traites) | 0,2 | -0,5 | -0,3 | -0,7 | |
| Variation CCP dans les banques | -0,2 | 0,0 | | -0,2 | |
| Financement non-bancaire | -0,1 | -5,1 | -0,7 | -5,9 | -5,0 |
| Variation des arriérés intérieurs | 1,7 | -1,8 | 1,7 | 1,1 | 0,9 |
| Apurement | -2,6 | -5,0 | -0,6 | -6,0 | -6,1 |
| Accumulation | 4,3 | 3,2 | 2,3 | 7,1 | 7,0 |
| Instances du Trésor | 1,4 | 0,6 | 1,3 | 4,6 | 4,5 |
| Apurement | -2,5 | -1,7 | -0,6 | -2,5 | -2,5 |
| Accumulation | 4,3 | 3,2 | 2,3 | 7,1 | 7,0 |
| Valeurs à l'encaissement à la BCM | -0,4 | -0,9 | -0,4 | | |
| Dette croisée et autres engagements de l'Etat | -0,1 | -3,4 | 0,0 | -3,5 | -3,6 |
| Apurement | -0,1 | -3,4 | 0,0 | -3,5 | -3,6 |
| Accumulation | | | | | |
| Autres | | | -2,6 | -2,6 | |
| Pertes BCM | | | -2,6 | -2,6 | |
| Licence Télécom | | | 0,0 | 0,0 | |
| Amortissement (BTF) | | | | | |
| Financement extérieur | 1,1 | 1,7 | -24,9 | -22,2 | -2,1 |
| Compte pétrolier (net) | 0,0 | 0,0 | -25,7 | -25,7 | -4,0 |
| Recettes pétrolières (net) | -2,2 | -8,5 | -27,6 | -38,4 | -17,1 |
| Contribution du compte pétrolier | 2,2 | 8,5 | 1,9 | 12,7 | 13,0 |
| Autres (net) | 1,1 | 1,7 | 0,8 | 3,5 | 2,0 |
| Emprunts extérieurs (net) | -0,5 | 0,3 | -0,8 | -1,1 | -1,5 |
| Emprunts nouveaux | 1,3 | 1,3 | 0,7 | 3,3 | 2,8 |
| Amortissement | -1,8 | -1,0 | -1,5 | -4,4 | -4,3 |
| Financement extérieur exceptionnel | 1,6 | 1,4 | 1,6 | 4,6 | 3,4 |
| Erreurs et omissions | -0,1 | 0,1 | -0,1 | 0,3 | 0,0 |

Annexe 3 : Présentation en pourcentage du PIB estimé (mai 06)

| | Avril | Mai | Juin | Réalisations | Prévisions |
|--|-------|-------|-------|--------------|------------|
| PIB estimé (prévisions services FMI mai 06) | 577,1 | 577,1 | 577,1 | 577,1 | 577,1 |
| Recettes totales et dons (y compris recettes pétrolières) | 1,9 | 4,3 | 9,8 | 16,0 | 9,91 |
| Recettes totales et dons | 1,5 | 2,8 | 5,0 | 9,4 | 6,95 |
| Recettes totales hors dons | 1,4 | 2,7 | 2,6 | 6,7 | 6,42 |
| Recettes fiscales | 1,1 | 1,6 | 1,8 | 4,5 | 3,99 |
| Recettes non fiscales | 0,3 | 1,1 | 0,8 | 2,2 | 2,43 |
| Dons | 0,1 | 0,1 | 2,4 | 2,7 | 0,53 |
| Dépenses et prêts nets | 3,0 | 3,3 | 3,5 | 9,7 | 9,53 |
| Dépenses courantes | 2,5 | 2,9 | 2,1 | 7,5 | 7,31 |
| Salaires et traitements | 0,4 | 0,4 | 0,4 | 1,2 | 1,16 |
| Biens et services | 0,8 | 1,3 | 1,0 | 3,1 | 2,75 |
| <i>Dont: processus électoral</i> | 0,0 | 0,0 | 0,3 | 0,3 | 0,20 |
| Transferts courants | 0,3 | 0,5 | 0,0 | 0,9 | 0,7 |
| Dépenses militaires | 0,4 | 0,4 | 0,3 | 1,1 | 1,2 |
| Intérêts sur la dette publique | 0,5 | 0,2 | 0,3 | 1,1 | 1,1 |
| Extérieurs | 0,2 | 0,2 | 0,2 | 0,5 | 0,20 |
| Intérieurs | 0,4 | 0,1 | 0,2 | 0,6 | 0,69 |
| Comptes spéciaux | 0,0 | 0,1 | 0,0 | 0,1 | 1,16 |
| Dépenses d'équipement et prêts nets | 0,5 | 0,4 | 1,0 | 2,3 | 1,12 |
| Investissements financés par extérieur | 0,2 | 0,3 | 0,1 | 0,7 | 0,47 |
| Investissements financés par intérieur | 0,3 | 0,1 | 0,8 | 1,2 | 0,64 |
| Restructurations et prêts nets | 0,0 | 0,0 | 0,4 | 0,4 | 0,43 |
| Autres dépenses | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 0,0 | 2,22 |
| | | | | | |
| Solde hors pétrole; dons non compris (déficit -) | -1,6 | -0,6 | -0,9 | -3,0 | 1,58 |
| Solde hors pétrole; dons compris (déficit -) | -1,4 | -0,4 | 1,5 | -0,3 | 0,00 |
| Idem, recettes de pêche exclues (déficit -) | -1,4 | 0,0 | 0,0 | -1,4 | 0,00 |
| Solde de base hors pétrole (déficit -) | -1,1 | -0,1 | -0,6 | -1,8 | 0,00 |
| | | | | | |
| Solde global, dons et pétrole compris | -1,1 | 1,1 | 6,3 | 6,3 | 0,4 |

Annexe 4 : Performance du Premier semestre 2006

Conformément à l'évolution des deux premiers trimestres, le premier semestre de l'année s'est caractérisé par les bonnes performances des Recettes de l'Etat, de la maîtrise des Dépenses, et d'un recours accru à un financement sur les recettes.

TOFE du premier semestre 2006 (haut de la ligne) :

| Tableau des opérations financières de l'Etat (Premier semestre 2006) | S1 Réalizations | S1 Programme initial | S1 Programme révisé |
|---|--------------------|----------------------------|---------------------------|
| Recettes totales et dons (y compris recettes pétrolières) | 122,9 | 82,1 | |
| Recettes totales et dons | 81,8 | 63,7 | 67,3 |
| Recettes totales hors dons | 63,2 | 57,5 | 61,1 |
| Recettes fiscales | 46,6 | 41,0 | 43,2 |
| Impôts sur revenus et bénéfices | 15,4 | 10,9 | 13,5 |
| Taxes sur les biens et services | 21,4 | 20,3 | 20,5 |
| Taxes sur le commerce international | 7,3 | 8,4 | 6,9 |
| Autres recettes fiscales | 0,9 | 1,4 | 2,3 |
| Recouvrement sur les années précédentes | 0,1 | | |
| <i>Recettes non encore ventilées</i> | 1,5 | | |
| Recettes non fiscales | 16,5 | 16,5 | 17,8 |
| Redevances de pêche et amendes | 3,9 | | |
| Dette récédée | 0,9 | | |
| Dividendes des entreprises publiques (SNIM) | 8,7 | | |
| Comptes spéciaux du Trésor | 1,0 | | |
| Recettes en capital | 0,1 | | |
| Autres | 1,8 | | |
| Dons | 18,6 | 6,2 | 6,2 |
| Projets | 1,2 | 1,5 | 1,5 |
| Aide budgétaire | 17,4 | 4,7 | 4,7 |
| <i>Dont: assistance PPTE</i> | 3,2 | 3,6 | 3,6 |
| <i>Dont: assistance PPTE (hors BCM et SNIM)</i> | 0,0 | | |
| <i>Dont: assistance PPTE (BCM et SNIM)</i> | 0,1 | | |
| <i>Autres dons (IRDM, FMI)</i> | 14,1 | | |
| Dépenses et prêts nets | 89,8 | 83,3 | 88,7 |
| Dépenses courantes | 68,7 | 66,0 | 67,8 |
| Salaires et traitements | 13,4 | 13,4 | 13,4 |
| Biens et services | 27,0 | 22,4 | 24,9 |
| <i>Dont: processus électoral</i> | 3,1 | 2,5 | 2,5 |
| Transferts courants | 7,8 | 6,8 | 6,8 |
| Dépenses militaires | 10,8 | 11,0 | 11,0 |
| Intérêts sur la dette publique | 8,9 | 9,6 | 9,0 |
| Extérieurs | 4,5 | 4,3 | 4,2 |
| Intérieurs | 4,5 | 5,3 | 4,7 |
| Comptes spéciaux | 0,7 | 2,7 | 2,7 |
| Dépenses d'équipement et prêts nets | 21,1 | 17,4 | 20,8 |
| Investissements financés par extérieur | 9,8 | 6,2 | 9,6 |
| Investissements financés par intérieur | 9,0 | 11,2 | 11,2 |
| Restructurations et prêts nets | | | |
| Autres dépenses | | | |
| | | | |
| Solde hors pétrole; dons non compris (déficit -) | -26,6 | -25,8 | -27,6 |
| Solde hors pétrole; dons compris (déficit -) | -8,0 | -19,6 | -21,4 |
| | | | |
| Solde de base hors pétrole (déficit -) | -12,4 | -15,5 | -13,7 |

Annexe 5 : TOFE premier semestre (compte pétrolier et bas de la ligne)

| | S1 Réalisations | S1 Prog. initial | S1 Prog. révisé |
|---|-----------------|------------------|-----------------|
| Opérations du compte pétrolier | | | |
| Recettes pétrolières (net) | 41,1 | 18,4 | 19,8 |
| Fiscales | 4,3 | | |
| BIC | 0,8 | | |
| ITS | 3,5 | | |
| Autres | 0,0 | | |
| Non fiscales | 36,7 | | |
| Bonus | 26,7 | | |
| Revenu du capital | | | |
| Profit oil | | | |
| Paiements (financement du budget) | 15,4 | | |
| Solde global; dons non compris (déficit -) | -24,0 | -7,5 | -7,8 |
| Solde global; dons compris (déficit -) | 33,1 | -1,3 | -1,6 |
| Financement | -33,1 | 1,3 | 1,6 |
| Financement intérieur | -15,9 | 0,5 | -1,5 |
| Système bancaire | -5,8 | 5,4 | 5,4 |
| BCM | -8,4 | 1,9 | 1,9 |
| Compte courant | -4,8 | | |
| Comptes divisionnaires | 1,4 | | |
| Allègements | -9,4 | | |
| CAS | 1,6 | | |
| Autres | -2,0 | | |
| Créances sur Etat (pertes BCM+cons. quotas FMI-FMA) | 4,9 | | |
| Encaisses | -0,1 | | |
| Banques commerciales | 2,6 | 3,5 | 3,5 |
| Financement par bons du Trésor | 2,0 | | |
| Obligations cautionnées (traites) | 0,8 | | |
| Variation CCP dans les banques | -0,1 | | |
| Financement non-bancaire | -2,4 | -2,3 | -1,5 |
| Variation des arriérés intérieurs | -5,1 | -2,6 | -5,3 |
| Apurement | -14,7 | | |
| Accumulation | 9,6 | | |
| Instances du Trésor | -1,6 | -0,1 | -1,7 |
| Apurement | -11,2 | | |
| Accumulation | 9,6 | | |
| Valeurs à l'encaissement à la BCM | -1,8 | | |
| Dette croisée et autres engagements de l'Etat | -3,5 | -2,5 | -3,6 |
| Apurement | -3,5 | | |
| Accumulation | 0,0 | | |
| Autres | -2,6 | | |
| Pertes BCM | -2,6 | | |
| Licence Télécom | 0,0 | | |
| Amortissement (BTF) | | | |
| Financement extérieur | -17,1 | 0,8 | 3,1 |
| Compte pétrolier (net) | -25,7 | -2,6 | -4,0 |
| Recettes pétrolières (net) | -41,1 | -18,4 | -19,8 |
| Contribution du compte pétrolier | 15,4 | 15,7 | 15,7 |
| Autres (net) | 8,7 | 3,5 | 7,1 |
| Emprunts extérieurs (net) | 0,9 | -3,3 | 0,5 |
| Emprunts nouveaux | 8,6 | | |
| Amortissement | -7,8 | | |
| Financement extérieur exceptionnel | 7,8 | 6,8 | 6,6 |
| Erreurs et omissions | -0,1 | 0,0 | 0,0 |